



23 février 2012 – [Jean-Benoît Nadeau](#)

Les langues ont (aussi) une valeur économique

À l'époque où **François Grin** a commencé à examiner les **liens entre l'économie et la langue**, il existait déjà une tradition de recherche canadienne sur les liens entre salaire et attributs linguistiques – mais sinon, le sujet était marginal et inconnu hors d'Amérique du Nord. « Nous étions très peu, quelques-uns, des espèces d'ovnis, c'était il y a 20 ans », dit le professeur d'économie au Département de traduction de l'Université de Genève. Directeur de l'**Observatoire « économie langues formation »**, il est maintenant un spécialiste mondialement reconnu de l'**économie du plurilinguisme**. Le sujet interpelle tout particulièrement la Suisse, mais il présente un beau champ de réflexion pour tous les francophones, qui vivent dans un univers plurilingue.



(Jean-Benoît Nadeau) Les francophones n'ont-ils pas tendance, parfois, à négliger la dimension économique de leur langue?

(François Grin) Pas plus que d'autres, je crois. Traditionnellement, on approche la langue sous l'angle littéraire, culturel, didactique, pédagogique, juridique, sociologique. Mais ce n'est que plus récemment qu'on a commencé à se demander **comment les langues influencent l'économie**, ou vice-versa et surtout, que cette question marginale est devenue centrale. Ainsi, l'OIF lance actuellement plusieurs recherches dans cette direction. Et il y a le forum, qui en a fait un de ses **quatre thèmes**. Rien que ça, c'est un énorme changement.

Vous êtes déjà parvenu à certains résultats intéressants avec la Suisse...

Nous nous sommes demandé dans quelle mesure les compétences en langues étrangères contribuaient au produit intérieur brut (PIB). Selon nos estimations, cette contribution s'élève à **10 % du PIB**. Dans le cas du Québec, pris en compte dans cette même étude, on arrive à 3 à 4 %. Si le chiffre est plus élevé pour la Suisse, c'est parce que notre économie fait intervenir davantage de langues et que notre PIB dépend davantage du commerce extérieur. Mais **3 % à 4 % pour le Québec**, c'est déjà considérable.

Et ailleurs?

Il existe peu de résultats du même type dans d'autres pays, car pour effectuer ce genre d'estimations, il faut **des données assez complètes** qui ne sont pas récoltées dans les enquêtes économiques régulières ou dans les recensements. En fait, il faut les récolter exprès pour ça. Dans l'idéal, il faut des données sur les travailleurs, leur formation, leurs compétences linguistiques, leurs salaires, le capital utilisé par les entreprises, etc. Au Canada, une bonne partie de ces données sont régulièrement récoltées grâce au « questionnaire long » des recensements canadiens. En Suisse, il a fallu réaliser des enquêtes et combiner les données récoltées; les enquêtes auprès d'entreprises sont, du reste, particulièrement ardues.

Il y a aussi le cas de l'Espagne. Des chercheurs espagnols n'ont-ils pas estimé la contribution de leur langue à environ 15 % du PIB?

Oui, mais nos confrères espagnols ont estimé la valeur de la communication linguistique dans l'activité économique. Or en Espagne, celle-ci a lieu principalement en espagnol. Ce n'est pas tout à fait la même question que la nôtre, qui porte sur le multilinguisme ou sur les langues étrangères. Mais ils ont ouvert des perspectives qui sont à approfondir, surtout pour mieux connaître la part des langues (langue locale ou nationale d'une part, langues étrangères d'autre part) dans différentes étapes de la production de tel ou tel bien ou service.

Vous travaillez également beaucoup au niveau européen.

Les institutions de l'Union européenne s'intéressent de plus en plus à ces liens entre langues et économie. Mais sur la complexité des problèmes en cause viennent se greffer de profondes divergences idéologiques, ainsi que des enjeux politiques qui mettent en jeu les figures classiques de l'impérialisme ou du nationalisme. Un débat chargé. Avec 23 langues « officielles et de travail », on aboutit en théorie à 506 directions de traduction et d'interprétation. Ce sera 552 avec l'adjonction du croate comme 24^e langue. Même dans les contextes où cette

Recherche

Catégories

[Actualités](#)
[Concours](#)
[De la suite dans les idées](#)
[Diversité linguistique](#)
[Économie, travail et formation](#)
[La chronique de Jean-Benoît Nadeau](#)
[Références culturelles](#)
[Univers numérique](#)

Auteurs

[FMLF](#)
[Jean-Benoît Nadeau](#)
[Mathilde Borde, éditrice et responsable des communications Web](#)

diversité devrait être mise en œuvre, il est rare qu'elle le soit, et il faut reconnaître que cela n'est pas évident. Mais pour éviter qu'on se rabatte sur l'uniformité linguistique, qui n'a que l'apparence de l'efficacité et n'est qu'une fausse bonne idée, il faut chercher des solutions plus élaborées. Cela passe par la recherche d'une architecture qui permet la meilleure combinaison possible de différentes stratégies pour gérer la diversité des langues. L'une de ces clés, à mon avis, c'est l'**intercompréhension entre langues voisines** : la faculté de comprendre ce qui se dit dans une langue proche de sa langue première ou maternelle, et la possibilité, en retour de parler sa propre langue et d'être compris par son interlocuteur. Cela n'est qu'un élément de cette architecture, mais cela peut être l'un des piliers d'une approche qui garantit, sur le long terme, un **multilinguisme juste, vivant et soutenable**.

7 commentaires

Nahi

23 février 2012 à 12 h 45

Le cas de la Suisse est intéressant, j'aurais souhaité voir les résultats dans l'espace francophone, si ceux-ci sont disponibles. Les langues ont une valeur économique pour citer notre langue commune le français qui a, sans nul doute, contribué aux essors économiques.

Les amoureux des langues se poseraient aussi la question à savoir «quels enjeux futurs pour l'économie francophone».

Best regards, à l'anglonomie française 😊

Etienne

24 février 2012 à 9 h 31

C'est très intéressant, je pourrai proposer qu'une étude soit menée avec pour thème : « multilinguisme sous le prisme des langues locales et leur valeur économique ». Car dans plusieurs pays dans le Sud de l'espace francophone, plusieurs langues locales cohabitent.

Marah

24 février 2012 à 11 h 02

Je pense que les langues peuvent être une influente source de gain et pour le pays qui reçoit que pour celui qui s'établit. Je suis étudiante en République Dominicaine depuis trois ans, j'ai eu la chance de voir à travers l'établissement des calls center qui paient un salaire plutôt satisfaisant, comment l'anglais est devenu presque une deuxième langue pour les dominicains puisque parler l'anglais est source de revenu. Un peu partout on trouve des écoles bilingues, des institutions publique et privée qui offrent des cours d'anglais. Alors que pour le français c'est tout autre chose, il n'y a que deux alliances française à ma connaissance, et ceci dans deux villes différentes, Le lycée français, que peu de gens en parle (parce que c'est cher) ; la seule chaîne télévisée française est vue que par les plus intéressés : les touristes qui parlent français ainsi que les résidents français, alors que presque tout le monde voit BET, HBO, ABC, CNN, et j'en passe. Dans les écoles primaire et secondaire on trouve le français basique ; Au niveau universitaire on trouve le français si et seulement si on est à la faculté de droit, linguistique, éducation (langue vivante). À ce niveau là on peut dire que le français est devenu un luxe pour les dominicains puisqu'il n'y a pas vraiment un moyen d'échange.

Jean-Benoît Nadeau

24 février 2012 à 14 h 07

Vous mettez le doigt sur un point intéressant auquel faisait allusion un autre interviewé, Salikoko Mufwene, il y a deux semaines: «le français doit nourrir son homme (ou sa femme)». Je vous invite à lire le billet en question: <http://www.forumfrancophonie2012.org/blogue/2012/02/faire-lecologie-de-la-langue/>. JBN

Marah

27 février 2012 à 8 h 36

Merci, Monsieur Nadeau,

J'ai déjà lu cet article et cela a été un plaisir de le relire. Je souhaite qu'à partir de la réalisation de ce grand forum que le monde ainsi que nous autres francophones puissions voir l'épanouissement de la langue

française non pas comme un outil de dominance mais comme une porte de sorti tant qu'au point de vue culturelle, intellectuelle que économique. Car si on prône que la langue française est la langue d'amour et l'amour est universel , le français aussi doit prendre le caractère universel.

Mario Périard

29 février 2012 à 9 h 28

François Grin est bien connu en Europe pour avoir produit un rapport étonnant: L'enseignement des langues comme politique publique, dans lequel il préconise le recours à l'espéranto comme langue auxiliaire en Europe tant pour des raisons pratiques, économiques que d'équité et de neutralité.

Ha! l'espéranto... ce tabou, cet éléphant dans la pièce que tout le monde fait semblant de ne pas voir...